

INTERVIEW

Paul PASCON :

La grande maladie du Maroc c'est la greffe des modèles et l'absence d'innovations

propos recueillis par zakya daoud

Paul Pascon s'explique : sur sa vie, ou plutôt sur son évolution professionnelle et intellectuelle, sur l'objet de ses recherches et, finalement, de son principal intérêt, la paysannerie, dont il discerne au passage les chemins possibles d'évolution et de tension, sur le concept qu'il a élaboré, de « société composite », concept qui intrigue, étonne, suscite, critiques et controverses.

Paul Pascon à cœur ouvert : voici le texte de l'interview qu'il a bien voulu nous accorder au moment où sort en librairie son ouvrage sur le « Haouz de Marrakech » :

◆ Depuis de nombreuses années vous travaillez sur la société rurale marocaine. Pourquoi cet intérêt ? Comment vous est-il venu ?

— Oui, je travaille sur la société rurale marocaine depuis 1953. Pourquoi ? Né à Fès, la connaissance que j'ai du Maroc a toujours été rurale. Mes grands parents, du côté de ma mère comme du côté de mon père, étaient colons dans la région de Fès, entre Douiet et l'Oued Nja.

Oh ! ce n'étaient pas des grands colons comme dans l'imagerie classique. Non ! Plutôt de petits colons timides et criblés de dettes, vivant avec le strict minimum. D'ailleurs ils n'ont pas « réussi », et ils ont dû se retirer de l'agriculture bien avant l'Indépendance. Mais j'ai vécu mon enfance dans le milieu rural de la colonisation. En particulier vers l'âge de huit ans je me souviens avoir été saisi par le discours d'un homme qui avait sa nouala au-dessus de la source où nous allions chercher notre eau. Il disait qu'il avait toujours cultivé la terre que mon grand père

avait maintenant, et que celui-ci employait des riffsains comme ouvriers, donc des gens venus de très loin, mais qu'il ne l'employait pas lui-même.

Je pense que le choix d'une profession, ou, plutôt d'un centre d'intérêt dans la vie, est toujours lié à des problèmes personnels. La deuxième influence forte a été que pendant la guerre mes parents ont été mis en résidence forcée pour résistance contre le régime de Vichy. Mon père a été interné à Boudnib et ma mère était en résidence à Midelt. J'étais tout seul dans un internat de Fès, rejeté par le milieu français et mes seuls contacts étaient des lycéens marocains. C'est à cette époque et par réaction à mon milieu d'origine que j'ai commencé à apprendre et à parler l'arabe que j'ai choisi comme première langue « étrangère ». Ensuite, aux lendemains de la guerre, mon père a été chargé de la construction du barrage sur l'Oued Guir dont les études ont été interrompues sur la demande des autorités françaises d'Al-

gérie à cause du risque qu'elles représentaient sur l'irrigation du Touat et du Tidikelt. J'ai donc vécu à Boudnib et au Tafilalet, dans des petits villages, avant d'aller terminer mes études secondaires au lycée Gouraud à Rabat.

Parallèlement, je m'étais inscrit à l'Institut des Hautes Etudes Marocaines, et, parce que je parlais arabe, des professeurs, disons de l'anthropologie coloniale, m'ont encouragé dans cette voie et m'ont demandé de faire des enquêtes pour eux.

◆ Quelles enquêtes ?

— Sur l'émigration à Jérada, dans le Sous.

◆ Vous les faisiez seul ?

— Oui. Pour un français sous le Protectorat, il était plus facile de circuler que pour un marocain. Les marocains n'avaient ni le droit ni la possibilité de voyager à l'intérieur de leur pays.

La situation était ambiguë, parce que je suis d'origine française, que mon référentiel, ma culture, sont français, le côté religieux aussi, la base en étant chrétienne. Le Maroc et l'Islam étaient donc des mondes à comprendre, mais, en même temps, je ne percevais l'avenir même de mon existence que dans ce pays. Le problème central était celui posé entre ma situation et celle du pays.

◆ Comment étiez-vous reçu par les gens ?

— De façon surprenante, surtout parce que je parlais arabe. En 1951,



dans le cadre du concours général, j'ai fait deux études sur le système des droits d'eau dans l'oued Draa et l'oued Ziz. J'ai passé deux mois sur le terrain, à pied, seul, pour finir par fournir deux rapports épais au musée pédagogique de Paris. J'étais de plus en plus décidé pour l'étude de la sociologie, mais cette discipline n'existait pas à ce moment là, c'était l'ethnographie, que je percevais encore comme ceux qui l'enseignaient, c'est à dire dans un cadre colonial.

◆ **C'était une volonté de compréhension ?**

— Oui, mais en contradiction avec le problème de la libération du pays. Une vision d'un autre monde, mais en même temps, je percevais combien les desseins citadins et philosophiques étaient loin de la situation dans le pays concerné. L'oued Draa et l'oued Ziz, c'était spécial, comme organisation et comme perception de l'avenir. Les gens vivaient dans leur jus, en vase clos, encadrés par l'administration coloniale, maintenus dans un musée. Ils n'avaient pas le droit de changer. Le problème posé est en fait toujours le même aujourd'hui : la distance entre l'évolution des idées dans les milieux politiques citadins et la pesanteur de la réalité de la campagne. Aujourd'hui encore, les discussions des milieux citadins paraissent de la futurologie par rapport à la situation concrète de la campagne.

◆ **Mais vous avez, dans un de vos écrits, souligné la valeur des utopies ?**

— Mais, jusqu'où peut-on tendre et quelle est la distance entre l'utopie et la réalité concrète ? Cette utopie peut-elle être un moteur ou non ? les gens en sont-ils même informés ? Maintenant le phénomène migratoire a, il est vrai, changé beaucoup de choses.

◆ **Revenons à vos études...**

— Oui, il fallait faire une licence, j'ai choisi, inconsciemment à l'époque, mais finalement c'était significatif, les sciences naturelles pour développer l'observation et les techniques de l'observation, ce qui n'était donc pas éloigné de la sociologie, laquelle fut d'ailleurs érigée en discipline deux ans après. Entre temps j'avais été appelé à faire une autre enquête sur les possibilités de la reconversion de la sidérurgie française dans l'est. Bien qu'intéressant, un tel travail était surtout dicté par des raisons matérielles. Mais mon intérêt restait rural, et, au delà des raisons académiques, nous avons formé un petit groupe d'étudiants, tous originaires du Maroc, un groupe **interdisciplinaire** de recherche, ce qui n'existait pas à cette époque, et nous sommes partis en Corse, avec un financement du Musée des arts et traditions populaires, pour faire une étude sur l'histoire d'un village Corse, dans le cadre d'un mémoire de sociologie rurale.

Puis, sur ces entrefaites, l'indépendance du Maroc est arrivée. Appelée par des personnes du ministère de l'Economie Nationale tout notre groupe est rentré à Rabat et, personnellement, j'ai été attaché au plan,

dès 1956, et chargé de coordonner les études dans le cadre de la préparation du premier plan quinquennal.

Au titre du plan, j'ai passé environ deux ans dans la campagne, pour des études régionales. Nous avions déjà à l'époque créé l'Eiresh, équipe interdisciplinaire de recherches en sciences humaines, avec le groupe constitué à Paris, et qui était une coopérative ouvrière de production, qui louait ses services à l'Etat et rien qu'à l'Etat. A ce titre, nous avons été sollicités par plusieurs ministères et nous avons réalisé plusieurs études, comme celle sur du lamanage au port de Casablanca, parce que les grutiers français menaçaient de faire grève, nous avons entrepris la marocanisation, la formation et l'alphabétisation des 450 ouvriers du port, nous avons été engagés par l'OCP pour étudier le développement des villages miniers et leur autonomie de gestion, nous avons créé le centre de formation professionnelle de l'OCP, l'école de Tcuissit Boubker, étudié le marché du papier, etc, en même temps que participé à la rédaction du plan. Nous avons produit beaucoup de choses, un centre audio-visuel, une série d'articles et d'études. Mais ces travaux étaient faits à la demande instante des autorités pour résoudre, au coup par coup, les problèmes cruciaux qui se posaient au niveau gouvernemental. Pour moi c'était une situation d'attente. Mon intérêt restait rural, d'autant que j'enseignais à l'institut de sociologie et que je prônais pour les étudiants les études sur le terrain.

En 1961, après 5 ans d'expérience de l'Eiresh, il s'est passé deux choses, d'une part, l'indépendance de l'Algérie et d'autre part, la création de l'office national des irrigations (ONI). Les français de l'équipe sont partis en Algérie et ceux qui restaient sont entrés à l'ONI, qui représentait pour nous ce que nous pensions et que nous voulions faire.

◆ **Entretiens, vous étiez devenu marocain ?**

— Dès mon retour au Maroc, j'ai opté pour la nationalité marocaine. J'ai déposé mon dossier en 1959, dès la parution du code.

◆ **Avez-vous eu un engagement politique ?**

— J'ai eu longtemps des adhésions avec les communistes, ce n'est un secret pour personne. D'abord parce que pour un jeune français

comme moi, de formation chrétienne, dans le Maroc de 1949-1956, le seul cadre dans lequel pouvait se manifester une contestation de la situation coloniale c'était le PCM. Au Lycée Gouraud à Rabat avec les lycéens marocains, les discussions les plus intéressantes à cette époque portaient sur le Surréalisme, l'existentialisme et le marxisme. Ce dernier point de vue seulement débouchait sur le changement social. Sans aucun doute, si j'avais été au Lycée Moulay Youssef (on disait le Collège alors), c'est plutôt vers l'Is-tiqlal que je serais allé ; mais il n'y avait pas d'élèves français au Collège. Poursuivant mes études en France, j'ai très vite rompu avec le PCF : il ne percevait, en 1953, la libération du Maroc que sous la tutelle d'une improbable révolution en France. Et puis, rappelé pour travailler dans le Maroc Indépendant, j'étais devenu un étranger (ma naturalisation date de 1964), donc impossible de militer vraiment. J'ai fait de l'« assistance technique », y compris d'ailleurs au Bureau d'études de l'UMT : c'était un centre très actif de discussion politique et sociale dans les années 1957-1959. Lorsque je suis devenu marocain, j'ai presque immédiatement été nommé à la direction de l'Office du Haouz. Nommé pour des raisons scientifiques et administratives, et non comme représentant d'un parti politique, je ne pouvais là non plus être un militant. D'ailleurs en aurais-je eu l'occasion, je crois que j'aurais été un mauvais militant. Probablement d'abord en raison de mon origine de classe. Au fond, je suis un petit bourgeois, et pas tellement désireux d'investir dans la pratique une autre classe. Sinon je l'aurais fait. Je me serais immergé dans une classe sociale. Je n'ai pas fait ce choix.

C'est le lot aussi de la plupart des militants politiques, mais c'est plus difficile pour eux de le reconnaître. Ensuite parce que, je crois, à tort ou à raison, je suis devenu peu à peu un intellectuel. Or un intellectuel est chargé de fabriquer des idées. Des idées que ne sont pas toujours valables pour la situation très immédiate, pour la prochaine réunion ou pour telle ou telle situation électorale. Il est plus facile pour un naturaliste, un physicien, de faire ses recherches d'une part, et d'autre part participer à une activité militante très différente du laboratoire. Pour un sociologue, c'est une autre affaire. Ou il s'abîme dans l'action, ou il prend quelques distances. Fabriquer des idées implique

des essais, des erreurs, des tâtonnements, des échecs, une parole hésitante en un mot, mais qui conditionne la liberté de produire et de développer des recherches. D'où, forcément, des idées qui dérangent. Or, dans les partis, il faut toujours l'unanimité apparente, ce qui est important pour l'avenir du groupe, mais bride la recherche de solutions nouvelles. J'ai donc toujours été mal à l'aise sur ce terrain. Je n'ai pas du tout le sentiment que ce que je pense soit juste. On avance en expérimentant des idées discutables, or, dans le cadre d'une cellule, d'un parti, ce travail sur les idées, est toujours freiné par l'obligation d'être « efficace », « sérieux », « responsable », ce qui entrave la production intellectuelle, parce qu'elle est étroitement subordonnée à l'échelon où l'on accepte de la discuter. Lorsqu'un militant s'exprime, il ne porte pas seul la responsabilité de ce qu'il dit. Il faut donc que tous ceux qui partagent avec lui cette expression soient d'accord. D'où la lourdeur.

◆ **Comment vous situez-vous par rapport aux partis politiques aujourd'hui ?**

— Tout d'abord, en raison même de mon origine... ethnique, de ma marginalité en somme, je ne peux concevoir de destin politique personnel. Je n'ai donc pas d'ambition politique. Ensuite, si j'ai une inclination vers ce que l'on appelle le progressisme en général, c'est à dire la lutte pour la liberté, l'indépendance, la justice, l'égalité etc... je ne crois pas qu'aucun parti actuellement puisse en revendiquer le monopole. Au contraire, tous déclarent poursuivre ces vertus ; peu réputent même à se déclarer « socialistes ». Certes il y en a auxquels ces déclarations créent plus d'obligations qu'à d'autres. Mais pour l'essentiel, tous ces partis de bonne compagnie, cherchent encore un projet de société suffisamment crédible qui soit présentable au peuple. Ils ont, quoiqu'ils en disent d'assez grandes difficultés à définir leur bases sociales. Il faut dire que la conscience de classe - au moins pour les classes défavorisées - en est encore au stade de la germination - ceci est moins vrai pour les classes dominantes, qui savent parfaitement se coaliser, s'organiser et faire croire qu'il n'y a pas de luttes de classe au Maroc, même sourdes. Parmi les partis à base populaire donc, j'ai de la difficulté à choisir. J'ai l'impression, peut être fautive, que ceux-ci se distinguent entre-eux davantage par leurs méthodes, leurs

procédures, leur passé, leur vocabulaire que par leurs projets historiques. L'essentiel, c'est que ce sont des écoles de militants, c'est qu'ils jouent un rôle important dans la socialisation de la jeunesse. Ils vont jouer un rôle de plus en plus important. Si jusqu'ici ces partis progressistes et populaires avaient pu être maintenus dans un rôle mineur, demain ils seront une nécessité : parce que tout le monde a besoin que le volcanisme social soit endigué, formé, orienté. Et que se dégage peu à peu un projet de société spécifiquement marocain qui tienne compte des caractéristiques propres et de l'histoire de notre pays.

◆ **Mais revenons à l'ONI. Votre intérêt pour cette organisation était-il du au fait qu'elle voulait reconstruire toute l'agriculture marocaine ?**

— Oui, nous voulions trouver une voie. Mais c'était une organisation très volontariste où il y avait aussi à répondre de manière immédiate aux problèmes : betteraves, barrages, distributions de terre. Une très longue partie de ma vie s'est épuisée dans des réponses immédiates, sans distance avec ma propre action, ma propre réflexion. J'ai été un agent des décisions immédiates.

◆ **Mais n'est-ce pas, aussi, en raison de votre autre dualité interne, celle de chercheur et de militant, disons, de la cause agricole ?**

Il faut faire constamment l'aller et retour entre l'action et la réflexion. L'évolution de la sociologie va d'ailleurs dans ce sens : ce devient plus une sociologie de l'action que de l'étude. A l'ONI, j'étais aussi sur le terrain. Je me suis très vite rendu compte après la campagne betteravière de la faiblesse de la vulgarisation, de l'information des paysans sur l'Etat et l'action de l'Etat. J'ai donc été chargé de créer la direction de la vulgarisation à l'ONI, j'ai développé une action audio-visuelle, des antennes radio, des voyages de paysans, une agitation sur les coopératives. Autour de Mohamed Tahiri, nous avons aussi créé un groupe de réflexion sur la réforme agraire.

◆ **C'était un intérêt de compréhension ou d'action ?**

— C'était pour trouver les voies. D'ailleurs, en 1962/1963 la fin de la grande période de l'ONI, c'est à cause de ce problème. Ce fut un coup très grave. Les perspectives que l'ONI créait s'effondraient. Bien sûr, l'autre raison de cet échec fut

le caractère volontariste de l'organisation et son côté trop distandu avec la nature de la société politique du Maroc.

◆ **Trop distandu aussi avec la paysannerie ?**

— Les paysans n'intervenaient pas. En tous cas, on a ressenti ça comme un échec. J'ai pensé que la meilleure solution était de descendre une échelle plus basse, c'est-à-dire au niveau régional, pour agir de manière moins volontariste et centralisée, et au contraire plus pragmatique, partir des structures qui existaient et essayer, à l'intérieur de ces structures de définir des solutions adaptées à chaque cas, au coup par coup. Car il ne faut pas percevoir le Maroc comme un, il y a des situations extrêmement variées, qui sont d'ailleurs masquées par le caractère centralisé de l'état makhzénien et de la tradition jacobine et napoléonienne française. Cette structure est tout à fait incapable de résoudre les problèmes de détails, les lois très générales butent devant les cas particuliers. On a donc intérêt à redéfinir une action dans un cadre régional et pratique, en tous cas tant que le cadre général n'a pas changé.

◆ **Cela vous conduit au Haouz ?**

— Dans le cadre de l'ONI, j'avais été chargé de coordonner en 1962 les études en vue de la mise en valeur du grand Haouz. Je me suis installé à Marrakech en 1964 avec l'idée qu'il fallait agir au niveau du terroir, de l'aménagement des séguias, de la situation locale, que là plutôt qu'au niveau des grands théories, il y avait une prise possible sur le réel. Je m'en suis ouvert, en précisant que je considérais le problème sociologique comme fondamental et que je pensais que l'analyse sociale devait précéder l'aménagement technique. Ces idées ont surpris. On m'a mis au défi de les appliquer et c'est ainsi que je suis devenu directeur de l'Office du Haouz en 1964.

◆ **Vous avez alors changé de rôle ?**

— Je suis devenu administrateur, devant décider, mener une action généralisée et diriger une équipe. Mon premier objectif a été de soumettre l'équipement au changement social, le deuxième, d'intervenir sur tous les groupes sociaux, chez les agriculteurs à partir du cadre traditionnel, sur les jeunes, sur les femmes, le troisième d'agir sur l'environne-



ment, habitat, eau potable, électricité. C'est dans ce sens que j'ai lancé une série d'études, cherché à recruter un maximum de sociologues et lancé mes étudiants de l'institut de sociologie sur la Tessaout, sur des études pratiques sur le terrain.

◆ **Quel bilan tirez-vous de votre action dans le Haouz ?**

— A cette époque, les rapports entre les différents services officiels autres que l'agriculture, se passaient à l'échelle nationale et n'avaient pas d'applications pratiques dans les provinces. Par ailleurs, les offices agricoles étaient des ensembles puissants par le volume de leurs crédits, l'importance de leurs personnels. Leurs activités et leurs objectifs étaient de transformer la vie rurale. Or, on ne change pas le niveau d'accumulation du capital, l'économique, le social, le familial, sans beaucoup de bouleversements politiques à l'intérieur du tissu social. D'autres administrations par contre, ont, pour fonctions de maintenir l'ordre social, de préserver la situation. Il y a donc forcément des contradictions qui naissent, des situations difficiles, et, en particulier dans la Tessaout, où le phénomène des terres collectives est important, or ces terres sont gérées par le ministère de l'intérieur, où il y a aussi un régime de distribution des eaux, des traditions en dehors de la législation. Et il fallait porter le fer dans ces affaires là ! On peut imaginer les discussions multiples qu'il y eût et il faut d'ailleurs souligner que l'office a beaucoup obtenu, notamment le cas Bouroutia qui est à mon point

de vue la solution du problème des terres collectives. Cela a été obtenu grâce à l'appui des autorités, du Gouverneur en particulier. Mais l'action de l'office n'a pas toujours été comprise dans son véritable cadre, les autorités locales se sont souvent demandées si l'action de développement n'était pas de l'agitation politique.

◆ **Peut-être, aussi, étiez-vous le seul office à agir dans ce sens ?**

— Nous avons une attitude plus expérimentale, plus sociale que les administrateurs et les techniciens, et il est probable que nous allions plus loin dans le changement que les autres. Les considérations sur mon origine politique devaient aussi jouer.

◆ **Abordiez-vous les problèmes avec une approche marxiste ?**

— Je pense que personne n'a le monopole de l'approche du marxisme et qu'il est malheureux que des organisations politiques croient l'avoir. L'histoire ne s'est pas arrêtée à Marx, ni la réflexion à la lecture du Capital.

◆ **Mais, même l'approche marxiste de la société est aujourd'hui mise en doute.**

— Cela est mis en doute parce que les PC ont voulu accaparer la réflexion marxiste. Si Marx était présent aujourd'hui, il serait étonné qu'on le résume, qu'on l'ampute, qu'on l'appauvrisse. Le marxisme est une approche qui permet de voir ce qu'il y a en dessous du voile, les

sociétés sont toujours désireuses de cacher ce qu'elles font et ce qu'elles sont. Mais il ne faut pas en rester là. Il faut avancer. Je ne refuse pas la méthode marxiste et j'essaie de m'en servir dans la mesure de mes moyens. Mais elle ne résoud pas tout et ce n'est pas la seule. Au Haouz, j'étais conscient du caractère expérimental de ce que je faisais et j'avais le sentiment assez vif que je n'irais pas au bout de la chose. On peut critiquer le sociologue de faire de l'expérimentation, car il agit sur les hommes, mais d'un autre côté, il faut mieux être jugé sur cette expérimentation que de ne rien faire, ou que d'appliquer des schémas importés des sociétés étrangères. Nous avons fait des expériences de coopératives intégrales, de coopératives avec des lopins individuels, de fermes de jeunes, d'adchar, d'équipes de construction d'habitations rurales, d'organisations de groupements de paysans, pour les eaux, tenté de créer un comité paysan de la Tessaout pour l'hydraulique. La plupart de tout ceci a été réussi, et perdue.

◆ **Avez-vous quitté l'office parce que vous aviez des difficultés administratives ou parce que vous sentiez que vous ne pouviez pas aller au fond des choses ?**

— Pour pouvoir faire toutes ces expériences, il faut passionner l'administration, le personnel, les rendre militants de l'agriculture. Beaucoup de gens ont pris ce militantisme pour le développement, pour un militantisme politique. En outre, les intérêts en place étaient perturbés par les expériences. Mais il est certain que pour obtenir ce militantisme, il faut constamment ouvrir des perspectives et cela débouche tôt ou tard sur l'organisation politique. Je me suis donc aperçu que j'arrivais à la limite de ce que je pouvais faire dans une enclave du tissu social marocain, dans un cadre restreint. Ou bien je devais obtenir un encouragement plus général et aller plus loin, ou bien me retirer. C'est à ce moment là qu'on m'a proposé de prendre l'office du Gharb et quand j'ai accepté c'était dans la perspective d'appliquer le projet Sebou dont j'avais suivi de très près les travaux et qui s'était inspiré en partie de ce que je faisais à Marrakech. Ce qui m'intéressait surtout c'était l'aménagement et la réforme agraire sur la base du village, qui est à mon sens la seule solution d'avenir de la réforme agraire, car, au niveau général, les situations au Maroc sont trop différentes : dans

le Tafilalet il y a 23 habitants par ha cultivé et dans la région de Guercef 1 hab. pour 3 ha. Il n'est pas possible d'appliquer la même loi pour l'ensemble du territoire et la seule cellule sociale vivante au dessus de la famille, c'est le village, le douar.

◆ **Mais, au plan administratif, il n'y a pas de douars, il n'y a que des communes ?**

— La commune est dominée par des notables presque toujours absentéistes, le niveau opératoire, la société vivante, c'est le douar !

◆ **N'a-t-on pas peur en ressuscitant le douar, de ressusciter la jema'a ?**

— La jema'a est morte, mais le douar échappe aux notables. Donc on m'offrait le Gharb et l'application d'un tel projet. J'y ai vu, a tort, un encouragement à l'action telle que je la menais. Alors que ce n'était qu'une péripétie administrative. En premier, j'ai voulu, en conformité avec les textes, exproprier 50.000 ha de terres, coloniales ou non, pour cause d'utilité publique, en vue d'un réaménagement foncier et demandé le droit de préemption de l'état sur toutes les transactions immobilières. L'office rachetait au prix déclaré par le colon. J'ai aussi voulu réformer la distribution de la pulpe de betterave. 28 jours après, on m'a demandé de revenir au Haouz. J'ai donné ma démission en décidant de m'occuper de la formation des ingénieurs et je suis venu en 1970 à l'Institut Agronomique Hassan II.

◆ **A ce propos, quel est l'objectif de la formation que vous dispensez ? pourquoi et comment tous ces stages que vous dirigez ?**

— Quand j'étais directeur d'office, j'ai reçu souvent des ingénieurs qui étaient à l'époque tous formés en France et ils n'étaient pas au fait des réalités. Il fallait donc qu'ils soient formés au Maroc et à mon avis qu'ils passent 6 mois par an dans la campagne pour la connaître effectivement. A l'Institut, j'avais déjà introduit la sociologie rurale marocaine et quand je suis venu définitivement, j'ai proposé la création de stages. Aujourd'hui il y en a 6, les étudiants vivent dans les villages, avec la population, ils connaissent l'ensemble des activités rurales et sont ouverts au problème de la transformation sociale, alors qu'auparavant ils étaient axés surtout sur les fermes modernes et préparés à la gestion des entreprises publiques.

◆ **Vous avez, dans divers articles qualifié l'ingénieur agricole et longement décrit le hiatus qu'il continuait néanmoins à y avoir entre lui et le paysan. Pensez-vous que cela puisse changer ?**

— Non. La société est telle qu'elle crée volontairement des élites séparées du peuple. Il ne peut pas y avoir de changement profond à ce sujet. Le plus important pour le changement c'est l'attitude des étudiants par rapport à leur pays. Les stages ne suffisent pas. Ils peuvent même permettre aux futurs ingénieurs de mieux dominer le paysan parce qu'ils le connaîtront mieux. Ils peuvent aussi leur permettre de mieux l'aider. Mais cela ne résoud pas le problème de la place de l'ingénieur dans la société. Mais maintenant que les stages ont atteint une vitesse de croisière, je peux enfin m'engager plus à fond dans une réflexion théorique. C'est seulement maintenant que je le peux.

◆ **C'est là alors qu'intervient votre thèse sur le Haouz qui vient d'être éditée ?**

Mais justement à ce propos, ce qui frappe c'est le constat social, politique, historique, cependant c'est encore un constat.

Quant j'étais dans le Haouz, j'ai accumulé beaucoup d'informations, mais je ne pense pas qu'il est encore possible de théoriser l'ensemble des problèmes de la société marocaine, au niveau de l'ensemble de l'espace national. Au niveau régional, je voulais investir la compréhension de l'histoire sociale et poser le cadre historique de cet espace là. Mais pour pouvoir poser le problème au niveau national, il n'y a pas encore assez d'accumulation de connaissances.

◆ **Depuis lors, vous faites des études dans la Chaouia et dans le nord. Quelle est votre hypothèse de départ et l'objet de votre recherche ?**

— Dans la Chaouia, j'essaie de comprendre ce qui bloque la productivité dans une région qui est appelée à produire beaucoup de céréales et qui plafonne aujourd'hui à 12 qx/ha. Or, il semble bien que ce sont des raisons socio-politiques et socio-historiques. Dans le nord, je cherche à voir les conséquences de l'émigration et à comprendre l'impact du retour de l'émigré, qui ne peut pas se résumer à une maison, à une voi-

ture, à un petit commerce. J'essaie aussi de trouver une solution qui permette, avec l'aide de l'Etat, une réinsertion dans un cadre productif, pas forcément agricole d'ailleurs. Actuellement le phénomène de l'émigration est dominant. D'autant qu'il faut maintenant non seulement envisager la perspective du retour, de nombreux émigrés mais celle plus immédiate de moindres départs.

◆ Mais avec tous ces travaux, toutes ces recherches, toutes ces activités, vous avez vu la société rurale se modifier. Comment qualifieriez-vous son évolution ?

— Considérable, d'abord au niveau de la consommation, des manières d'être, de l'information. L'évolution est indiscutable, mais, en même temps l'inégalité dans certaines régions a beaucoup crû, il y a une rupture plus grande avec la ville et avec l'Etat, peut être parce que l'évolution est plus importante encore en ville et que la vie politique y est plus grande, mais le fossé s'est élargi. Les réponses à la campagne paraissent bloquées, sauf dans les régions de très forte émigration, et au niveau alors de l'information, car, cette émigration n'a pas encore d'effets sociaux, elle reste de la science fiction. L'émigration alimente la vie du social et très peu la vie économique, mais c'est parce que c'est beaucoup plus difficile.

◆ Vous dites que le fossé entre le paysan et l'état s'est élargi, et, cependant le paysan est vu comme ayant un rôle politique de maintien considérable.

— Le terme paysan est trop général. Il y a effectivement des couches sociales, comme les notabilités que sont des soutiens de l'Etat et il y a effectivement l'ensemble de la paysannerie liée sentimentalement et religieusement à l'Etat, mais, parallèlement, la paysannerie petite et pauvre supporte l'ensemble de l'oppression et de l'exploitation du pays. Mais c'est un phénomène séculaire, intégré à un point tel que ceux qui réagissent sourdement, ne le font pas en tant que classe, mais au niveau des solidarités traditionnelles, du parental, du lignage. Les paysans sont tenus par les notables.

◆ Mais vous dites que les paysans sont exploités, or il n'y a pas d'impôt agricole ?

— La fiscalité au Maroc est très liée aux prix. Elle est impopulaire si elle touche au grand nombre et cela de-

vient alors un facteur politique très grave, mais par le système des prix, des impôts indirects, la fiscalité est lourde pour le paysan pauvre qui ne paie pas d'impôts directs. Si l'on évoquait le rapport prix/fiscalité, on verrait de manière claire que c'est le paysan qui paie le développement (le sucre, l'essence, le montrent), mais c'est vrai dans tous les pays.

◆ Lors des dernières élections, pensez-vous que les paysans aient pu s'exprimer politiquement ?

— Je suis totalement d'accord avec Waterbury (1) : dans les campagnes le système de représentativité est dominé par les notables et quelles que soient les conditions, les pressions ou leur absence, les paysans votent pour les notables. D'ailleurs, aucun parti politique n'est présent, sauf ceux des notables. Les paysans pensent que les autres que les notables ne sont pas en mesure de les représenter valablement, les notables connaissent les arcanes, prêtent, ré-

On gagne plus à la LOTERIE NATIONALE

VOUS ETES OPTIMISTE,

VOUS CROYEZ A VOTRE CHANCE,

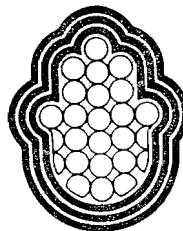
ALORS POURQUOI LUI FORCER LA MAIN !

CHOISISSEZ LE JEU DE LA CHANCE PURE,

CELUI DE LA CHANCE SANS PARTAGE

CHOISISSEZ LA LOTERIE NATIONALE

TANT QU'A GAGNER IL VAUT MIEUX GAGNER GROS !



LOTERIE NATIONALE - 21, Rue Ahmed Faris

B.P. 661 - Tél. : 27.33.60 et 27.76.42

solvent les problèmes, exploitent mais protègent.

Ils sont les représentants élus parce que personne d'autre ne peut se présenter. Il est impensable de voir un paysan de 5 ha solliciter des suffrages. Mais ces notables sont déjà liés au pouvoir par le crédit agricole, ils sont connus du caïd.

Cependant, il ne faut pas qu'ils soient absentéistes. Les absentéistes sont ceux qui vivent en ville, possèdent des terres, mais les font gérer par d'autres, ont un nouveau mode de vie et des disponibilités autres qu'agricoles.

◆ **La différence est donc vue culturellement ?**

— C'est la participation à la vie locale qui compte. La véritable lutte des classes dans la campagne ne passe pas entre les grands propriétaires et le reste, mais entre les résidents et les absentéistes.

◆ **C'est donc une différence transposée avec les citadins ?**

— Que l'émigration et l'exode rural commencent à compenser du fait de la croissance démographique.

◆ **Mais vous avez dit que l'émigration n'avait encore qu'un impact réduit...**

— Il y a des familles qui ne vivent que de l'émigration, mais lorsque les émigrés reviennent, ils respectent les structures, ils sont obligés, s'ils veulent une promotion sociale, s'ils veulent inverser les rôles traditionnels encore dominants. S'ils refusent ils vont dans les petits centres, pas dans les villes. L'avance des villes est plus politique que sociale. Les petits centres sont les éléments dominants, c'est là surtout qu'il y a création de nouvelles manières autochtones, de petites entreprises, de nouveaux modes de vie. C'est assez volcanique ce qui se passe dans les petits centres et c'est pourtant mal perçu. L'exode des jeunes, le développement du chômage, s'ils plafonnent dans les villes, s'orientent dorénavant vers les petits centres, c'est là qu'il y a le petit banditisme, que se développe un système marginal de rapines, de petites drogues, de corruption, et c'est aux petits centres que les paysans ont affaire pour l'administration, la gestion. C'est dans les petits centres de 10 à 30.000 habitants que se situe la plus grande fermentation sociale, c'est là qu'est l'avenir. Mais la sociologie des petits centres est en retard.

◆ **Quels sont les agents de changements à la campagne, les jeunes ? les élites, les notables ?**

— Les jeunes, les talents, l'argent, quittent la campagne. Les pôles de croissance actuellement, ce sont les banlieues immédiates des petits centres où se crée une petite production industrielle moderne à base de lait, de volailles, d'ateliers mécaniques, de petits métiers, et ce sont des citadins qui achètent et qui investissent. Les campagnes, elles, se vident. Le développement s'opère par cercles concentriques, il y a même un développement du capitalisme sauvage très spéculatif. Naturellement, il n'en est pas de même dans les montagnes et après la barrière de l'Atlas, sauf dans le Sous. Mais, partout, il y a des résistances familiales qui, face à l'effondrement des structures tribales, résistent au marché. Elles sont cependant condamnées par la domination de celui-ci.

◆ **Pensez-vous que le développement économique du Maroc doit être industriel ou agricole ? quelle est l'issue ?**

— Il est les deux. Le Maroc a une vocation géopolitique et une situation extraordinaire en Méditerranée : c'est lui le plus irrigué, le plus arrosé, ou il y a davantage de terres et l'absence de grands froids. Il est mieux situé que l'Espagne. Il y a un potentiel agricole certain, mais l'élasticité de la production agricole est bloquée, par, disons le fait que les formules d'exploitation socio-économiques ne sont pas aussi productives qu'elles pourraient l'être. Ceci dit, l'agriculture ne suffira jamais. L'avenir du Maroc est dans la chimie, dans la pêche, dans certaines industries minières, dans le soleil, de nouvelles formes d'énergie, etc.

◆ **Comment peut-on apprécier les distributions de terre ? Quel est leur rôle ? Politique ou économique ? leur impact ?**

— Leur rôle est politique, pour apaiser des difficultés provisoires, mais la faiblesse en surface, en nombre d'individus, ne leur donnent pas un impact économique sérieux. Cela a aussi permis d'alléger les charges salariales de l'état dans des sociétés étatiques comme la Sodea et la Sogeta qui avaient des problèmes de paiement, mais c'est loin d'avoir épongé une partie même sensible du nombre d'agriculteurs qui arrivent chaque année à l'âge actif.

◆ **Dans la « Question agraire 2 » vous dites que désormais ce que**

l'on voudra distribuer il faudra le prendre à quelqu'un ?

— Parce que l'Etat n'a plus de terres. Il doit donc limiter la propriété, ce qui est un choix de classes, d'autant que les propriétaires sont le soutien des pouvoirs locaux ou bien racheter, user de son droit de préemption, ou bien renforcer les classes moyennes à l'encontre des classes dominantes. Le choix n'est pas fait, alors que jusque là il y avait pas de problèmes et aucun risque social.

◆ **La structure foncière est-elle restée ce qu'elle était à l'indépendance ?**

— 1.000.000 d'ha ont été marocanisés, un tiers a alimenté les nouvelles élites rurales, un tiers a été distribué et un tiers est dans une situation provisoire, géré par des sociétés étatiques ou objet d'un contentieux. Mais la concentration foncière s'est accentuée depuis l'indépendance dans les 6 millions d'ha restants, encore que cela ne soit pas très accéléré, il y a le phénomène de l'indivision qui joue. La loi et les usages rendent difficiles la concentration au profit d'un seul héritier. Si on cherchait à limiter la propriété, on s'apercevrait très vite que la terre est moins concentrée qu'on ne le croit. Par exemple quelqu'un qui dirige la production sur 800 ha peut très bien donner 9 autres noms d'ayants droits, ce qui fait moins de 80 ha chacun. La limitation de la propriété si elle n'est pas radicale n'aura que très peu d'effets.

◆ **Quel serait l'impact économique d'une réforme agraire ?**

— L'impact n'est pas économique, il est social et politique. La production n'augmenterait pas dans l'immédiat mais les gens mangeraient mieux. Sans réorganisation de l'ensemble du circuit des produits, il y aurait au contraire affaiblissement de la production. La réforme agraire soviétique a affamé les villes, cela pourrait se passer n'importe où. Il faut organiser l'ensemble du circuit sinon c'est une opération parmi d'autres.

◆ **Qu'appellez-vous organisation ?**

— Le système des prix, pour inciter l'agriculteur à vendre et lui permettre d'accéder aux produits modernes de civilisation, tels que l'outillage, les produits manufacturés. Les prix agricoles sont aujourd'hui tels que le paysan vend le minimum. Il faut articuler l'agriculture à la production industrielle intérieure pour que la Ré-

ferme Agraire ait des effets favorables.

◆ Mais vous dites qu'il y a eu évolution de la consommation ?

— Les paysans mangent plus de légumes et plus de viandes qu'il y a 20 ans. Cela est dû au développement, à l'indépendance, parce que la césure entre productions nationales et étrangères est tombée. Il y a eu également une circulation plus grande des gens, une meilleure communication, un brassage, une information, un développement des besoins, les résultats de l'émigration et de l'exode rural, de nouveaux revenus paysans, de nouvelles ressources acquises par les hommes. Mais l'inégalité s'accroît.

◆ Quel est le rôle de la campagne dans le jeu politique actuel ?

— C'est effectivement une masse de conservatisme, en grande raison à cause de la non pénétration des partis politiques. Même le Mouvement Populaire ou l'Istiqlal n'ont d'influence que sur les notabilités à la campagne. Quels que soient les désirs généreux d'organisations comme l'USFP ou le PPS de représenter

la paysannerie moyenne ou pauvre, leur impact est encore très faible.

◆ Pourquoi ?

— C'est un problème de solidarités. Les paysans sont solidaires des propriétaires fonciers et des réseaux traditionnels et peu disposés à se constituer en classes sociales. On n'a jamais vu encore des coalitions de tenanciers, de **khammès**, d'ouvriers, de grèves contre le propriétaire, mais on a vu des mouvements de groupes entiers, comme aux Ouled Khalifa contre des citadins, ou le cas d'Amizmiz pour un problème d'alimentation en eau d'un petit centre, une source que l'on voulait détourner, contre l'autorité locale, ou bien encore dans la Tassoultant contre les accaparements citadins. On n'a jamais vu les pays se scinder en classes il y a plutôt des solidarités verticales, de groupes, de segments.

◆ Pourquoi ce niveau ?

— Contrairement à ce qui se passe dans l'industrie, les paysans sont dispersés et sous la férule de propriétaires innombrables, les relations personnelles, parentales lignagères ou ethniques sont fortes, alors que dans l'industrie il y a des inter-

communications, un déracinement, les personnes s'opposent sur la base du statut, dans la campagne par contre, il y a solidarité avec le patron contre les autres groupes compétitifs entre eux. Et puis on veut la sécurité, on sait qu'il y a une réserve de chômeurs, que le niveau de la technique est très faible, donc abondant, qu'il n'y a pas de division technique du travail, et puis les partis politiques ne mordent pas. Il n'y a pas beaucoup de militants prêts à s'engager dans ce sens, les adjoints techniques, les instituteurs sont trop différents, même les partis politiques avancés n'ont jamais envoyé de militants pour s'assimiler et n'ont aucune prise sur le phénomène. Mais l'opposition avec les villes est en train d'évoluer. La ville en tant que civilisation différente, que modèle de consommation, source de décisions de la vie politique, est moins ignorée, mais elle reste pour la campagne un pôle de réflexion inaccessible. Les petits centres aussi, et surtout, les politiques commencent à apercevoir le rôle stratégiques des petits centres.

◆ Mais vous avez dit que le fossé s'élargissait, pourquoi ?

Atlas Copco

SPECIALISTE DE MATERIEL A AIR COMPRIME

Compresseurs d'air fixes et mobiles
Matériel de mines et perforation
Outils de chantier
Outillage pneumatique pour l'industrie
Equipement de peinture et sablage
Matériel de sondage
Vibrateurs pour béton

ATLAS COPCO MAROC

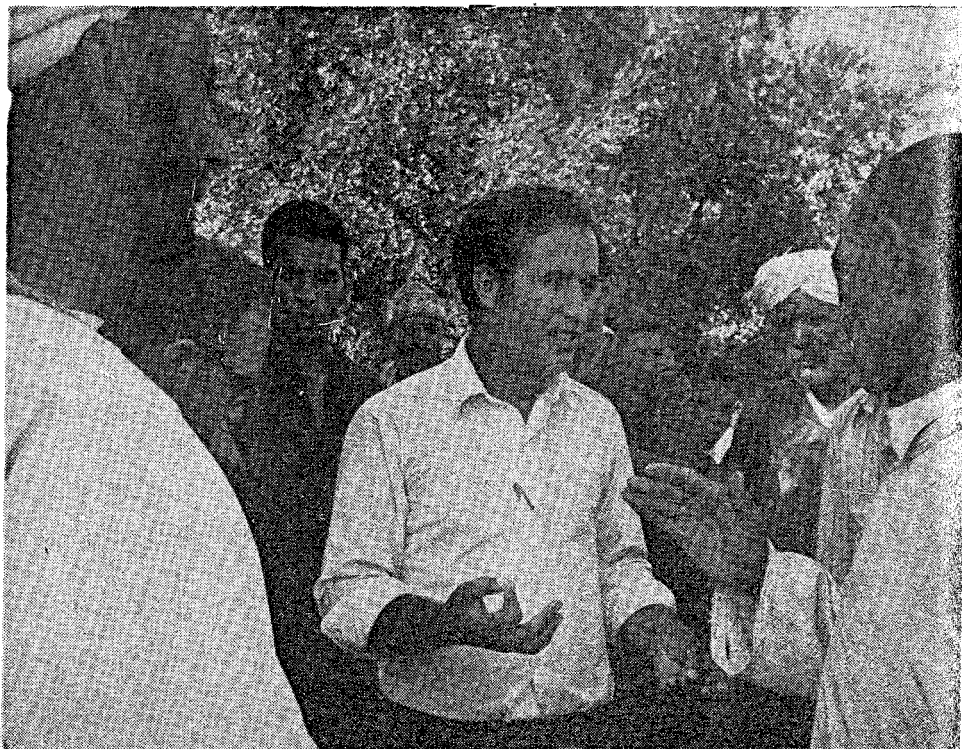
14-22, rue Ibnou-Adara-El-Marrakouchi - CASABLANCA

Téléphone : 24-66-85 - 24-48-50

— L'Etat dépense plus en ville, il y a 5 à 6 fois plus de disponibilités en eau, en électricité que dans les campagnes, alors que dans celles-ci par endroit, il faut encore faire des kilomètres pour chercher l'eau, le bois. Pour les paysans, c'est l'Etat qui est responsable, et d'ailleurs celui-ci se déclare de plus en plus compétent pour toute chose si bien qu'il a brisé les initiatives, des initiatives aussi réduites que celles de creuser un puits par exemple. Cette omni compétence déclarée aboutit à une impuissance. Si bien que les relations paysans-Etat sont ambiguës. L'Etat leur a beaucoup apporté, il est la source de toute manne, mais, en même temps il y a toujours la crainte et le fait que la décision leur échappe. C'est un Dieu terrible source de bienfaits imprévisibles.

♦ Comment transformer ?

— Le premier problème est que la paysannerie acquière une autonomie de représentation. Si les paysans adorent et craignent l'état, les dirigeants aussi craignent obscurément la paysannerie et dans cette crainte s'efforcent de liquider toutes les organisations spontanées de paysans. Ils ont brisé la tribu en remplaçant les caïds par des caïds makhzéliens, le protectorat a été encore plus loin et avec l'indépendance, ça a été le jacobinisme intégral. L'état est devenu si omnipotent que son arbitrage est désormais sollicité pour la moindre dispute. Les paysans ont été réduits à l'état de clients, incapables de s'organiser. Les communes rurales ne résolvent rien, elles sont trop hautes comme structures. Le grand danger actuellement est que cette masse silencieuse exerce des pressions sociales sans cadre pour les faire arriver, sans instances valables pour les prendre au sérieux. Même les programmes des partis politiques parlent des paysans mais ne les font jamais parler. C'est grave pour l'avenir, même au niveau des utopies à développer, des idéaux. Il y a toujours un discours qui oublie l'organisation paysanne proprement dite.



♦ Mais n'est-ce pas ainsi partout ?

— Oui, mais faut-il éviter de se distinguer ? Malgré tout, la croissance démographique est forte, la masse des paysans importante. S'il y a un effort à faire dans ce pays c'est celui de l'innovation sociale. Il faut donc aller dans le sens inverse et insister sur la représentation de la paysannerie. Un pays comme la Bulgarie, avant la révolution, avait développé une telle représentation paysanne, pour des raisons historiques, qu'elle a pesé sur le développement au point que c'est un des rares pays socialistes qui a réussi sa réforme agraire, du fait de la représentation des paysans dans l'appareil de l'Etat. En Chine, on ne connaît pas les résultats. Je ne prêche pas l'agrarisme, mais c'est un phénomène important que cette masse majoritaire sous-représentée, que ces couches sociales tenues en dehors de tout choix politique. Cette distorsion représente un danger pour toute la société.

♦ En 1967, vous avez élaboré le concept de société composite et vous l'avez opposé à celui de société de transition. Pouvez-vous expliquer à ce propos ?

— Je pense en effet que les termes de société sous-développée, société dominée, restent des expressions très vagues, de même que la notion d'indépendance économique. De même dire de la société marocaine qu'elle est capitaliste, est un abus de langage. Dire qu'elle est féodale (caïdale dans ma terminologie), est vraiment excessif. Je voulais préciser la nature de la formation sociale marocaine. Il m'est apparu d'abord que le mode de production capitaliste y était dominant, dans la sphère bancaire, financière, dans la sphère commerciale - en tous cas de plus en plus - en plein développement au niveau de la technologie en liaison avec la domination étrangère et commerciale. Par contre, dans les rapports sociaux, juridiques, politiques, idéologiques, non seulement le capitalisme n'est pas actuellement dominant mais dans certains secteurs, on assiste même à des régressions, passagères je l'admets, mais réelles. La domination du capitalisme est non seulement incomplète mais hétérogène. Les autres modes de production se défendent, résistent et dans certains secteurs gagnent du terrain : en particulier dans la sphère bureaucratique, dans les rapports sociaux, au niveau des instances politiques. Je me suis demandé pourquoi. Il m'a semblé que

les sociétés comme celle du Maroc, non seulement était socialement dominées par le capitalisme international, ce qui est le lot de la plupart des pays anciennement colonisés, mais qu'en outre, il n'y avait pas de projet de société spécifique qui, ayant établi un consensus général, indiquait les voies pour sortir de cette dépendance. On a l'impression que la croissance économique dans notre pays se fait au coup par coup, sans cadre général, sans stratégie. J'en ai déduit qu'il fallait prendre en compte et donner de l'importance à ce phénomène et distinguer plus fortement que ne le faisaient les sociologues de ces régions en général, entre une situation de **transition**, et une situation de **composition**. Dans la **société de transition**, le projet est de réaliser une forme de société, qu'à tort ou à raison, on considère idéale. Aussi on condamne les modes de production antécédents et on se donne les moyens de cette liquidation du passé en même temps que l'on s'engage dans un processus de libération par rapport au capitalisme international. Dans les **sociétés composites** au contraire, on évite de définir le projet de société, on compose avec les traditions (je ne parle pas du folklore), on maintient, on soutient ou on tolère les rapports de production et les rapports sociaux d'un autre âge parce que l'on ne veut pas se donner les moyens de leur transformation. Certes, la raison essentielle vient de ce que la domination est supportée, voire admise par telle couche sociale qui en bénéficie. Mais la domination entraîne le drainage du surplus économique, c'est à dire justement de la masse de valeurs qui serait nécessaire pour payer la transformation. La liquidation volontariste d'un mode de production présente des coûts économiques, techniques et sociaux considérables. Remplacer des pressoirs à huile traditionnel par une usine, n'est pas un simple transfert technologique : cela implique la création de tout l'environnement du cadre industriel mais aussi d'un cadre institutionnel : salariat, syndicalisme, assurances sociales, santé, retraite, garantie pour les vieux, etc. etc... qui étaient assurés autrement dans la ci-devant société. Si le bénéfice de l'usine est exporté pour rembourser les prêts et servir des intérêts, ce sont les moyens de la transformation du cadre institutionnel qui sont confisqués. Il ne reste plus alors qu'à demander au cadre traditionnel de continuer à assurer l'environnement institutionnel, mais dans une situation toute différente, c'est à dire lui aussi, sans les

moyens matériels de la charge qui lui est confiée. D'où la **composition**, c'est à dire cette situation très particulière d'une inflation des rapports sociaux extrêmement complexes, sans cesse en mouvements imperceptibles et sans perspectives. Par ailleurs au Maroc, le Protectorat n'a pas rabaissé le système caïdal comme il l'avait fait en Algérie. Et, en outre, il y a tous les refus, toutes les répugnances à se donner une ligne radicale nouvelle. On tente de durer en jouant sur tous les tableaux qu'offrent les compétitions implicites des modes de production passés et nouveaux. La société composite dans laquelle entrent en lutte, rivalisent des formations sociales à différents stades et parfois totalement opposées, sera peut être un jour contrainte au changement par la domination irrésistible d'une formation sociale nouvelle, mais avec tous les retards, tous les coûts, toutes les instabilités. Je pense en effet que s'il y a balance actuellement, le capitalisme risque de l'emporter durablement, puisqu'il domine déjà la finance, le commerce, la technologie. Toutefois, il n'a qu'une faible influence actuellement sur les rapports sociaux.

◆ **Cette résistance vient peut-être des traditions communautaires...**

— Cela semble dépassé. Je crois que la résistance est essentiellement patriarcale, l'élevage des enfants, l'arriération des femmes, les rapports d'une société brutalement agnatique, la socialisation de l'individu entre 0 et 7 ans, maintien de tels rapports sociaux. Ensuite, il y a le maintien, l'accroissement des inégalités sociales.

◆ **Ne voyez-vous pas un changement ?**

— Dans les couches très aisées. Entre 18 et 20 ans, les jeunes sont en pleine rupture avec la société comprise comme l'image du père, cependant dès la formation de leur être social, ils reprennent le même cycle.

◆ **Quel est alors le rôle de la scolarisation ?**

— Dans sa forme, elle est importée et inadaptée au Maroc. L'enseignement ne prépare pas à entrer dans la vie, mais à entrer dans l'administration. Dans le meilleur des cas, c'est une école où l'on apprend, rarement une école où l'on se forme. Le vrai blocage est là, pour le faire sauter, un des facteurs primordiaux, c'est l'école. Mais ce n'est pas le seul verrou, la distribution de la richesse compte aussi, il n'y a jamais un seul facteur à prendre en compte.

◆ **Peut-on imposer une nouvelle école par une politique volontariste ?**

— Il faut un projet historique, une doctrine. Les idées importées toutes faites de l'extérieur représentent un danger. La grande maladie de ce pays c'est la greffe de modèles et l'absence d'innovations. Le jour où le Maroc innovera, il ne sera plus à la traîne.

◆ **Vous avez dit que la principale mission des intellectuels était de fabriquer des idées. Ils auraient alors failli à cette tâche ?**

— On commence, c'est un pays récemment indépendant, le corps intellectuel n'est pas nombreux et il évite la critique. On se fait des amabilités de surface dans les salons. Si l'on compare avec les luttes agressives des intellectuels russes de 1905/1920, avec l'agitation qui avait cours... Ici on est entre gens de bonne compagnie, on attaque sous couvert de manières très policées. On est à Byzance, les choses importantes on n'en parle pas. Il ne peut pas y avoir de développement dans ces conditions. Mais peut être lorsque les intellectuels auront le sentiment que leur parole a un effet... En attendant, on discourt. On est à la fin d'une époque, et pas encore entrés dans une autre.

◆ **Au niveau des idées, quel vous paraît être le blocage alors ?**

— Pour le moment, le seul consensus qui existe dans le pays, est purement nationaliste. La lutte sociale reste sourde, et aucun des acteurs ne l'emporte encore assez nettement pour inspirer un projet de société crédible. Tout le jeu de l'Etat actuellement est de maintenir cet équilibre entre les différentes forces, de manière à ce qu'aucune ne puisse jamais l'emporter et entraîner la société dans une voie irréversible. L'Etat, et plus sourdement la plupart des forces politiques - quoique elles en disent - craignent par dessus tout l'irréversible. On ne veut vraiment pas sortir du ventre de l'Histoire, ni de la maison paternelle, parce que au-delà c'est l'aventure. Mieux vaut au fond les règles du jeu que l'on connaît, plutôt que d'inventer, d'innover. Puisqu'il n'y a pas de projet de société crédible, on bricole, on emprunte, on fait des constructions hétéroclites avec des bribes de solutions péchées un peu partout à l'Ouest, et à l'Est, en Orient et au Nord. C'est cela la société composite.

(1) John Waterbury : le commandeur des croyants, PUF, Paris 1975.